



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Order Placing Members of the
Canadian Forces on Active
Service (ONUCA — Central
America)

Décret mettant en activité de
service des membres des
Forces canadiennes (ONUCA-
Amérique centrale)

SI/90-15

TR/90-15

Current to May 17, 2023

À jour au 17 mai 2023

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to May 17, 2023. Any amendments that were not in force as of May 17, 2023 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 17 mai 2023. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 17 mai 2023 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

**Order Placing Members of the Canadian Forces on
Active Service (ONUCA – Central America)**

TABLE ANALYTIQUE

**Décret mettant en activité de service des membres
des Forces canadiennes (ONUCA-Amérique centrale)**

Registration
SI/90-15 February 14, 1990

NATIONAL DEFENCE ACT

Order Placing Members of the Canadian Forces on Active Service (ONUCA – Central America)

P.C. 1990-192 February 1, 1990

Whereas the Security Council of the United Nations, by Resolution 644 of November 7, 1989, established under its authority a United Nations Observer Group in Central America (ONUCA) to conduct on-site verification of the cessation of aid to irregular forces and insurrectionist movements in Central America and of the cessation of the use of the territory of one State for attacks on other States in Central America;

Whereas the Secretary General of the United Nations has asked Canada to provide military aircrew and maintenance, communications and headquarters personnel for ONUCA, and Canada has undertaken to do so;

And Whereas it appears advisable for Canada to assist in the on-site verification of the cessation of aid to irregular forces and insurrectionist movements in Central America and of the cessation of the use of the territory of one State for attacks on other States in Central America, in consequence of that Resolution;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of National Defence, pursuant to paragraph 31(1)(b)* of the *National Defence Act*, is pleased hereby to place on active service beyond Canada those

- (a) officers and non-commissioned members of the regular force of the Canadian Forces, and
- (b) officers and non-commissioned members of the reserve force of the Canadian Forces

who are part of, or serve in immediate support of, ONUCA.

Enregistrement
TR/90-15 Le 14 février 1990

LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE

Décret mettant en activité de service des membres des Forces canadiennes (ONUCA-Amérique centrale)

C.P. 1990-192 Le 1^{er} février 1990

Attendu que le Conseil de sécurité des Nations Unies, par sa résolution 644 du 7 novembre 1989, a établi sous son autorité un groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) pour vérifier sur place l'interruption de l'aide aux forces irrégulières et aux mouvements d'insurrection en Amérique centrale, ainsi que l'interruption de l'utilisation du territoire d'un État pour des attaques contre d'autres États en Amérique centrale;

Attendu que le secrétaire général des Nations Unies a demandé au Canada de fournir à l'ONUCA des équipages militaires d'aéronef et du personnel de maintenance, de télécommunications et d'état-major, et que le Canada s'est engagé à le faire;

Attendu qu'à la suite de cette résolution, il paraît opportun que le Canada participe à la vérification sur place de l'interruption de l'aide aux forces irrégulières et aux mouvements d'insurrection en Amérique centrale, ainsi que de l'interruption de l'utilisation du territoire d'un État pour des attaques contre d'autres États en Amérique centrale,

À ces causes, sur avis conforme du ministre de la Défense nationale et en vertu de l'alinéa 31(1)b)* de la *Loi sur la défense nationale*, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de mettre en service actif à l'étranger :

- a) les officiers et les militaires du rang de la force régulière des Forces canadiennes,
- b) les officiers et les militaires du rang de la force de réserve des Forces canadiennes,

qui font partie de l'ONUCA ou qui lui servent de soutien immédiat.

* R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, item 14)

* L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 14